Histoire et philologie du Japon ancien et médiéval

Charlotte von Verschuer

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1067>

DOI : 10.4000/ashp.1067

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 2 février 2011

Pagination : 355-360

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Charlotte von Verschuer, « Histoire et philologie du Japon ancien et médiéval », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 141 | 2011, mis en ligne le 25 février 2011, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1067> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1067>

HISTOIRE ET PHILOGIE DU JAPON ANCIEN ET MÉDIÉVAL

Directeur d'études : M^{me} Charlotte VON VERSCHUER

Programme de l'année 2008-2009 : I. *Cartographie et économie publique dans le Japon des VIII^e-X^e siècles*. — II. « *Chronique des relations avec les pays voisins* » (Zenrin kokuhôki, 1470), texte en kanbun.

I. *Cartographie et économie publique dans le Japon des VIII^e-X^e siècles*

Du VII^e au XIX^e siècle, le riz a joué le rôle d'étalon dans l'économie publique du Japon. Les surfaces rizicoles ont constitué la base du système fiscal et foncier durant la plus grande partie de l'histoire de ce pays. Cette année, nous avons consacré notre cours à l'étude de l'économie publique du Japon à partir de plans de domaines, de cadastres et de registres des foyers. Le corpus japonais se compose de vingt-trois plans et quinze cadastres de terrains appartenant au monastère Tōdaiji de Nara, datés du VIII^e siècle et conservés dans leur état original, jusqu'à ce jour, dans les magasins du Shōsōin à Nara. Il existe, de plus, douze autres plans de terrains et trois cadastres de domaines de plusieurs autres monastères, qui datent du IX^e siècle. Nous avons fait un choix parmi ce corpus et consulté les éditions en fac-similé de ces documents.

L'exploitation des domaines du temple Tōdaiji se faisait sous forme directe ou indirecte, par une main d'œuvre corvéable, ou à bail *chinso* moyennant une redevance *jishi*. Le plan du « Terrain Daizu dokoro, district de Nagata, province d'Awa » *Awa no kuni Nagata gun Daizu dokoro* (non daté, *Tōdaiji monjo* II : 269) représente un parcellaire en damier sur deux axes perpendiculaires et il indique les cultures de chaque parcelle *tsubo*. On peut dire que la nature des cultures était tributaire de la topographie, dans la mesure où on ne cultivait pas de riz sur ce terrain, mais uniquement des cultures céréalières sèches *hatake*, comme le blé ou le millet. La présence d'un cours d'eau sur ce plan, pourrait donner à penser qu'il s'agissait d'un terrain irrigable, mais il en allait tout autrement, les champs étant situés en terrain pentu et en amont du cours d'eau ce qui rendait impossible la riziculture irriguée. Ce plan nous a permis de mettre en évidence l'interrelation entre la topographie, les conditions hydrologiques et les cultures.

« L'Acte de propriété du domaine de Nijima, district de Nagata, province d'Awa » *Awa no kuni Nagata gun Nijima no shō* (*Tōdaiji monjo* II : 259), daté de 749 apr. J.-C., représente un autre terrain où il y avait essentiellement des cultures non irriguées. À cette date, un tiers du domaine était vierge ou inculte *mikai*, si bien qu'on peut supposer que ce terrain était alors en cours d'aménagement.

Un troisième terrain situé dans le même district est documenté par le plan du « Domaine de Nijima, district de Nagata, province d'Awa » *Awa no kuni Nagata gun Nijima no shō* (*Tōdaiji monjo* II : 270), daté de 758 apr. J.-C., mais on a pu constater, grâce aux cadastres, que le plan représente le terrain nommé Hirakata qui jouxte celui

de Nijjima. Ce plan est riche en informations sur les systèmes hydrauliques. Nous avons déchiffré les inscriptions à l'aide d'autres plans de terrains appartenant au temple Tôdaiji, dont ceux de Suka et de Naruto, situés dans la province d'Etchû. On a pu identifier des rivières *kawa*, des canaux *mizo*, des barrages de retenue *seki*, des digues *tsutsumi*, des diguettes *aze*, des étangs- réservoirs *ike* ou *numa*, des conduits *hi*, des rigoles d'amenée *unate*, une écluse *suimon* et une source artificielle *izumi*. Pour le caractère indéchiffrable, écrit avec *tsuchi* (terre) et *shin* (vassal), nous avons émis l'hypothèse qu'il s'agit d'un petit réservoir.

Les magasins du Shôsôin contiennent d'autres documents relatifs aux domaines du Tôdaiji dans la province d'Etchû dont certains permettent de retracer l'évolution de la mise en culture. Il s'agit de trois registres de la province, datés de 759 et de 767 (*Dai nihon komonjo* IV : 375-392, 662-666, V : 685-691) et de plusieurs plans dont deux concernent le domaine d'Ishiawa ou Isawa, qui sont chacun intitulés « Plan des rizières concédées en dons publics, situées dans le village d'Ishiawa, district de Tonami, province d'Etchû » *Etchû no kuni Tonami gun Ishiawa mura kan senyû denchi zu* ; l'un de ces plans est daté de 759, l'autre ne comporte pas de date (*Tôdaiji monjo* IV ; et Tôkyô daigaku Shiryô hensanjo, vol. 1A). Dans l'ensemble, ce terrain était très bien aménagé, avec 67 % de surfaces cultivées, alors que le domaine adjacent d'Ikarugi était quasiment encore vierge à la même date. La comparaison des deux plans d'Ishiawa a révélé une progression de la riziculture sur certaines parcelles, et une régression sur d'autres. On sait que de nombreux domaines sont retombés en friche au IX^e-X^e siècles, avant la nouvelle grande vague de défrichements des XI^e-XII^e siècles. Mais pour le VIII^e siècle, on n'a pas beaucoup d'exemples de régression des surfaces cultivées dans les exploitations seigneuriales.

Le système d'exploitation seigneuriale a évolué dans le temps et coexisté avec les tenures publiques. Nous avons passé en revue la législation foncière telle qu'elle est consignée dans le code administratif *Yôrô ritsu ryo* (718) et les « Règlements de l'ère Engi » *Engishiki* (927). Le code a institué un système de concession, par l'État aux particuliers - cultivateurs, de terres uniquement rizicoles, appelées « rizières de répartition » *kubunden*, moyennant une taxe foncière *so*. Le « Registre du village de Kawabe du district de Shima de la province de Chikuzen », *Chikuzen no kuni Shima gun Kawabe no sato Taihō ninen seki* (702, *Dai Nihon komonjo* I : 97), l'un des nombreux registres d'état civil des foyers *koseki* du VIII^e siècle conservés au Shôsôin à Nara, nous a fourni l'exemple d'une exploitation paysanne de ce genre. Nous avons choisi le foyer de Urabe no Nomuso, chef d'une famille de seize personnes qui exploitait 2,5 hectares et payait non seulement des redevances en riz sous forme de taxe foncière et d'intérêts du crédit de riz obligatoire *suiko*, mais aussi un tribut en nature et des corvées. Nos estimations établies à partir des données fournies par ce registre ont donné les chiffres moyens suivants : Urabe no Nomuso récoltait 374,23 gerbes de riz et, après déduction des charges fiscales et de la semence à hauteur de 96,1 gerbes, il disposait de 278,13 gerbes ou 984,6 kilogrammes de riz pour la consommation annuelle de seize personnes, c'est-à-dire de 168 grammes par jour et par personne. Il s'agissait d'une exploitation relativement privilégiée si l'on en juge par l'importance du nombre d'hommes dans ce foyer et des surfaces rizicoles.

L'interdépendance entre le foncier et le fiscal, ou entre les terres et l'économie publique, est également documenté, par un ensemble de neuf « Plans des parcelles cultivées du district Kadono-gun de la province de Yamashiro » *Yamashiro no kuni Kadono gun handen zu* (IX^e siècle, coll. Shiryô hensanjo et Ochanomizu toshokan, éditions *Kyûten ruisan*, anonyme, 1883, et Tôkyô daigaku Shiryô hensanjo, vol. 2). Ces plans constituent l'unique source de première main du Japon ancien en ce qui concerne l'état réel d'une exploitation particulière à un moment donné. Un des neuf plans, celui du village d'Ichihara montre trente-six parcelles de 1,13 hectares respectivement, dont chacune subdivisée en petits lots concédés aux cultivateurs. Pour chaque lot, la surface, le type de culture et le degré des rendements sont indiqués¹. Le plan mentionne, au total, les surfaces d'une centaine de lots (ou de champs), et les noms de quarante-quatre exploitants. On remarque le morcellement des parcelles, la dispersion des lots d'un même exploitant et l'exiguïté des lots. Les champs contiennent, pour les deux tiers, du riz irrigué et, pour un tiers, d'autres céréales. Le taux de mise en culture est de 64 %, le reste des surfaces étant incultes, tombées en friche ou occupées par des chemins, des diguettes, etc. On constate un grand contraste avec les exploitations seigneuriales dont beaucoup n'étaient aménagées que pour un tiers ou la moitié. Nous avons effectué des estimations concernant plusieurs exploitants du village d'Ichihara. Par exemple, Hata no Akitari cultivait trois lots dont le premier était situé à 200 mètres du village, le deuxième 250 mètres plus loin et le troisième 400 mètres plus loin. Travaillait-il à la bêche ou menait-il son animal vers les champs, en portant sa charrue sur son épaule, pour ne labourer que quelques centaines de mètres carrés dans chaque champ et nourrir l'animal pendant toute l'année? Cette dernière hypothèse nous paraît peu plausible. Il nous semble que les débats en cours au Japon concernant l'élevage et le labour tracté dans le Japon ancien négligent la réalité des surfaces agricoles pour les périodes considérées. Toujours est-il que Hata no Akinari récoltait 400 kilogrammes de riz dont il pouvait garder 300 pour sa consommation domestique annuelle. Les habitants du même village produisaient – à en juger par les parcelles figurant sur ce plan – entre 140 et 480 kilogrammes de riz, ainsi que du blé ou du millet, qui n'étaient pas assujettis à l'impôt.

Les documents mentionnés sont bien connus des historiens japonais, mais ils ont été surtout exploités du point de vue de la gestion publique et fiscale, celle-ci reposant sur les recettes en riz. On les a notamment utilisés pour souligner l'importance de la riziculture. Or ces mêmes documents témoignent également des limites de la riziculture et des cultures céréalières mixtes, irriguées et non irriguées. Cette année, nous avons donc décidé, comme lors de notre cours de 2002-2003, de nous placer dans une perspective micro-économique et de mettre l'accent sur l'économie domestique et la production agricole au niveau individuel. Pour l'instant, nous avons constaté que la mise en valeur des terrains était partielle et que le riz n'était pas la seule culture, dans les domaines seigneuriaux comme dans les exploitations particulières. Quant aux cultures céréalières non irriguées, elles ont été négligées par la gestion publique de l'époque ancienne, parce qu'elles n'ont pas été soumises à l'impôt jusqu'au XIII^e siècle. C'est pourquoi elles sont beaucoup moins documentées dans les sources d'archives. L'examen des plans du VIII^e siècle nous a toutefois permis d'en constater l'existence.

1. Le niveau ou degré est décrit comme « bon », « moyen » ou « inférieur ».

À notre sens, l'économie domestique de cette époque se fonde sur la production rizicole fiscale et la consommation domestique du surplus du riz et des céréales non irrigués.

Bibliographie

- Kaneko Hiroyuki, *Kodai no miyako to mura*, Kôdansha, 1985.
 Kinda Akihiro, Ishigami Eiichi *et al.* (éd.), *Nihon kodai shôen zu*, Tôkyô daigaku, 1996.
 Shôen ezu kenkyûkei (éd.), *Ebiki shôen ezu*, Tôkyôdô shuppan, 1991.
 Kinda Akihiro, *Kodai shôenzu to keikan*, Tôkyô daigaku, 1998.
 Kinda Akihiro, *Jôri to sonraku no rekishi chirigaku kenkyû*, Daimeidô, 1985.
 Takashige Susumu, *Kodai chûsei no kôchi to sonraku*, Daimeidô, 1975.
 Tôkyô daigaku Shiryô hensanjo (éd.), *Nihon shoen ezu shûei*, 7 vol., Tôkyô daigaku, 1988-2002.
 Verschuer (Charlotte von), « Wovon lebte der Todaiji – die wirtschaftlichen Grundlagen des Klosters zwischen dem 8. und 13. Jahrhundert », dans Adele Schlombs (éd.), *Im Licht des grossen Buddha, Schaetze des Todaiji-Tempels*, Nara, Cologne, Museum für Ostasiatische Kunst, 1999.
 —, *Le riz dans la culture de Heian, mythe et réalité*, Paris, Collège de France – De Boccard, 2003.

II. « Chronique des relations avec les pays voisins »

(Zenrin kokuhôki, 1470), *texte en kanbun*

La « Chronique des relations avec les pays voisins » (1470) est l'œuvre du moine Zen Zuikei Shûhō (1391-1473) qui a été conseiller aux affaires étrangères du shogun de Kyoto. Il s'agit d'une compilation présentant les relations du Japon avec la Chine et la Corée dans l'ordre chronologique avec des commentaires de l'auteur, des extraits de sources japonaises et chinoises, et de plusieurs copies de lettres qui ne figurent dans aucune autre source historique. Lors de notre cours de l'année 2004-2005, nous avons examiné la correspondance diplomatique du shogun Ashikaga Yoshimitsu (1358-1408), et cette année nous avons lu la suite du texte qui concerne la politique extérieure du shogun suivant Ashikaga Yoshimochi (1386-1428). Nous avons utilisé l'édition de Ishii Masatoshi (1995) et le manuscrit inédit K du *Zenrin-kokuhôki* que nous avons découvert, en 2003, à la bibliothèque de l'université de Cambridge (Catalogue des ouvrages japonais, « Gaikoku kankei » n° 1384, collection George Aston, 1911), manuscrit daté le plus ancien si l'on en croit un post-scriptum de l'année 1568. Au cours de la lecture du texte, nous avons été frappé par le nombre important de fautes « d'orthographe », c'est-à-dire de graphies erronées de caractères chinois, et d'omissions que comporte le texte manuscrit. Celui-ci n'est assurément pas l'œuvre d'un copiste professionnel.

Nous avons lu plusieurs pièces consignées dans le *Zenrin-kokuhôki* :

— Une lettre adressée par l'empereur Yongle (r. 1402-1424) au shogun Ashikaga Yoshimitsu, datée de 1407, 5^e mois, 26^e jour, qui loue les vertus du souverain japonais ; elle nous a permis de faire l'inventaire des vertus confucéennes telles qu'on les trouve dans les classiques chinois.

— Une lettre de l'empereur Yongle au shogun Ashikaga Yoshimochi, datée de 1408, 12^e mois, 21^e jour, qui est une lettre de condoléances pour la mort du shogun précédent.

— Un texte de Shiba Yoshimasa (1350-1410), premier ministre du gouvernement du shogun, adressé aux ministres de droite et de gauche de la cour coréenne de Choson, daté de 1409, 6^e mois 18^e jour, qui a été composé par le moine et poète japonais Genchû Shûgaku (1359-1428) ; il mentionne le problème des pirates qui infestaient les mers entre le Sud du Japon et la Corée et demande à la cour coréenne de faire don au shogun japonais d'une version imprimée du canon bouddhique en sept mille rouleaux ; ce genre de demande a caractérisé les relations entre les deux pays pendant un siècle.

— Une lettre présentée par l'envoyé chinois Lu Yuan à un personnage anonyme du shogunat de Kyoto, datée de 1419, 7^e mois, 13^e jour, nous apprend que le messenger chinois a été mal reçu par l'émissaire du shogun, lors de son arrivée au Japon, au port de Hyôgo, un an auparavant.

— Enfin, une directive adressée, en 1419, 7^e mois, 20^e jour, par le shogun Yoshimochi à son émissaire chargé de rencontrer l'envoyé chinois Lu Yuan au port de Hyôgo, met en évidence le changement de la politique extérieure japonaise.

Le passage suivant est tout à fait instructif à cet égard :

Depuis la fondation de notre pays, nous nous fions toujours aux divinités... [Mais] ces derniers temps, [les actions] de notre souverain précédent [Yoshimitsu] ont semé le désordre dans notre entourage... On manque d'éclaircissements sur les fautes commises par les riches [marchands de Hakata]. À tort, ils ont donné suite aux missives apportées par les bateaux des pays étrangers. Par la suite, les dieux et les hommes n'ont plus été en harmonie. L'équilibre du soleil et de la pluie a été perturbé ; et finalement le souverain précédent a succombé. Sur son lit de mort, il a fait vœu sous serment vis-à-vis des dieux de terminer pour toujours les négociations avec les pays étrangers. Qui donc oserait contrevenir au mandement du souverain précédent, et ainsi désobéir à la loi des dieux ?

Les souverains du Moyen Âge ont fait parfois appel aux forces supérieures, ou à des rêves pour justifier leurs discours. Par ailleurs, la correspondance consignée dans le *Zenrin kokuhôki* révèle la *realpolitik* des shogun japonais à l'égard de la Chine et de la Corée. Elle met en évidence, d'une part, les concessions diplomatiques, faites par le shogun Yoshimitsu en faveur du commerce extérieur, et, d'autre part, le changement de politique de son successeur Yoshimochi qui adopte une attitude hostile à l'égard des pays voisins. La correspondance contenue dans le *Zenrin-kokuhôki* est révélatrice des discours diplomatiques de cette époque. L'étude de ce texte fondamental pour l'étude de l'histoire des relations extérieures du Japon mérite d'être poursuivie et de donner lieu dans l'avenir à la publication d'une traduction intégrale.

Bibliographie

Ishii Masatoshi, « Zenrin kokuhôki », dans Tanaka, Takeo (éd.), *Zenrin kokuhôki Shintei zoku Zenrin kokuhôki*, Tokyo, Shûeisha, 1995.

Verschuer (Charlotte von), *Le commerce extérieur du Japon des origines au XVI^e siècle*, Paris, Collège de France, Bibliothèque des hautes études japonaises – Maisonneuve & Larose, 1988.

—, « Japan's Foreign Relations 600 to 1200 AD, A Translation from *Zenrin Kokuhôki* », *Monumenta Nipponica*, 54/1 (printemps 1999), p. 1-39.

—, « Japan's Foreign Relations 1200 to 1392 A.D. A Translation from *Zenrin Kokuhôki* », *Monumenta Nipponica*, 57/4 (hiver 2002), p. 413-454.

—, « Ashikaga Yoshimitsu's Foreign Policy 1398 to 1408 A.D. A Translation from *Zenrin Kokuhôki*, the Cambridge Manuscript », *Monumenta Nipponica*, 62/3 (automne 2007), p. 262-297.

Wang Yi-t'ung *Official Relations Between China and Japan 1368-1549*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1953.